



*Pendant l'ouverture de la conférence, de G. à D. : Françoise Andrieux, secrétaire général de l'UIHJ, Jean-Michel Rouzaud, président de l'Ecole nationale de procédure de Paris, Leo Netten, président de l'UIHJ, Jean-Daniel Lachkar, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France - During the opening of the seminar, from L. to R.: Françoise Andrieux, General Secretary of the UIHJ, Jean-Michel Rouzaud, President of the National School of Procedure of Paris, Leo Netten, President of the UIHJ, Jean-Daniel Lachkar, President of the National Chamber of the Judicial Officers of France*

## 3<sup>e</sup> journée de formation des huissiers de justice européens à Bruxelles le 25 février 2010

**Le Centre international de formation des huissiers de justice a organisé à Bruxelles (Belgique) le 25 février 2010 la 3<sup>e</sup> journée de formation des huissiers de justice européens, en coopération avec l'UIHJ, l'Ecole nationale de procédure de Paris, la Chambre nationale des huissiers de justice de France et l'assistance de la Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique**

Après Paris en 2009, retour à Bruxelles pour la 3<sup>e</sup> journée de formation où 140 participants se sont réunis dans les salons de l'hôtel Bedford. Le programme se voulait pratique et formateur : deux grands thèmes (injonction de payer européenne et saisie immobilière) et une revue de l'actualité jurisprudentielle et législative européenne.

En ouverture de la journée, Jean-Daniel Lachkar, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ), a souhaité la bienvenue aux participants. Il a souligné l'importance de l'ouverture de la profession vers l'Europe, notamment au travers de la formation. Jean-Michel Rouzaud, président de l'Ecole nationale de procédure de Paris (ENP), a dit quel était l'investissement de l'ENP dans le Centre international de formation des huissiers de justice (CIFHJ). Il a réaffirmé avec conviction que la formation professionnelle devait se conjuguer sur le plan international dans un monde où les frontières se confondent. Ce point de vue a été partagé par Leo Netten, président de l'UIHJ, qui a rappelé que l'UIHJ a été à l'initiative de la création du CIFHJ dont il s'est déclaré heureux d'ouvrir la 3<sup>e</sup> édition. Les travaux étaient coordonnés par Françoise Andrieux, secrétaire général de l'UIHJ, avec l'assistance locale de notre confrère bruxellois Roland de Meerleer, membre honoraire de l'UIHJ. Jos Uitdehaag, huissier de justice (Pays-Bas), 1<sup>er</sup> questeur du Comité de l'UIHJ, a dressé un tableau très complet des institutions européennes : Commission européenne, Réseau judiciaire européen, Atlas judiciaire européen, Conseil de

l'Europe, Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) et des différents instruments européens, recommandations et lignes directrices en matière de procédure civile, de voies d'exécution et des agents d'exécution. Puis, cette présentation fut suivie par une revue et une analyse jurisprudentielle européenne de l'année écoulée et concernant la profession d'huissier de justice. Guillaume Payan, maître de conférences à l'université du Maine (France) et Patrick Gielen (Belgique) se sont succédés pour cet exercice d'un grand intérêt pour les participants.

Après une courte pause, un atelier pratique sur l'injonction de payer européenne (IPE) a été proposé. Dimitrios Tsirikas, professeur de droit à l'université d'Athènes (Grèce), s'est fendu d'une présentation à la fois concise, vivante et complète de ce récent instrument promis à un bel avenir, tout en en dénonçant les limites à ses yeux. Puis Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ et Carlos Calvo, président de la Chambre des huissiers de justice du Luxembourg, se sont connectés en direct sur le site de l'Atlas judiciaire européen pour expliquer et démontrer, en quelques clics de souris, que l'IPE est en définitive très abordable. Ils ont pu ainsi démontrer qu'avec un peu de pratique, il ne faut pas



*Patrick Gielen (Belgique)*  
*Patrick Gielen (Belgium)*



*Dimitrios Tsirikas*



*L'atelier sur l'injonction de payer européenne, de G. à D. : Françoise Andrieux, Dimitrios Tsirikas, professeur de droit à l'université d'Athènes (Grèce), Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, Carlos Calvo, président de la Chambre des huissiers de justice du Luxembourg - The workshop on the European Order for payment, from L. to R. Françoise Andrieux, Dimitrios Tsirikas, professor at law at the university of Athens (Greece), Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> Secretary of the UIHJ, Carlos Calvo, President of the Chamber of judicial officers of Luxembourg.*

plus de dix minutes pour compléter un formulaire de demande d'injonction de payer et que cette procédure était un outil fait pour tous les huissiers de justice. Dans l'après-midi, Guillaume Payan a passé en revue et analysé l'actualité de la législation européenne. Il s'est attaché dans le même temps à présenter les aspects du programme de Stockholm de la Commission européenne intéressant la profession.

Le second atelier de la journée concernait l'avenir de la saisie immobilière en Europe. Il était animé par Bernard Menut, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ, Adrian Stoica, huissier de justice (Roumanie), secrétaire du bureau de l'UIHJ et auteur d'une récente thèse sur l'exécution immobilière, Stéphane Gensollen, huissier de justice à Marseille et Guyla Kovacs, huissier de justice (Hongrie). Cet atelier, très vivant, a permis de montrer les grandes différences – voire les fossés – qui existent entre les pays de l'Union européenne. Un monde sépare en effet les systèmes où les huissiers de justice ne jouent qu'un rôle subalterne dans une procédure il faut bien le reconnaître poussiéreuse et inadaptée, et ceux où ces professionnels sont les dominus litis d'une procédure qu'ils peuvent réaliser au moyen d'enchères « *on line* ».

Pour clore cette journée, Anton Jongbloed (Pays-Bas), professeur à l'université d'Utrecht, membre du Conseil scientifique de l'UIHJ, s'est prêté avec brio à la désormais traditionnelle analyse conclusive.

Le succès de la journée démontre que les journées de formation du CIFHJ ont trouvé leur formule. Alors, rendez-vous à Bruxelles l'année prochaine pour la 4<sup>e</sup> édition !



*Ton Jongbloed, professeur à l'université d'Utrecht (Pays-Bas)*

*Ton Jongbloed, Professor at the University of Utrecht (the Netherlands)*



## 3<sup>rd</sup> Training Day of European Judicial Officers in Brussels on 25 February 2010

**The International Training Center of Judicial officers organized on 25 February 2010 in Brussels (Belgium) the 3<sup>rd</sup> training day of European judicial officers, in co-operation with the UIHJ, the National School of Procedure of Paris, the National Chamber of Judicial Officers of France and the assistance of the National Chamber of Judicial Officers of Belgium**

After Paris in 2009, 140 participants convened to Brussels to attend the 3<sup>rd</sup> training day in the comfortable conference room of the Bedford hotel. The program aimed at practice and practical training through two broad topics (European Order for Payment and seizures of properties) and a review of the European jurisprudential and legislative topicality.

For the opening of the conference, Jean-Daniel Lachkar, president of the National Chamber of Judicial Officers of France welcomed the participants. He stressed the importance of the opening of the profession towards Europe, in particular through training. Jean-Michel Rouzaud, president of the National School of Procedure of Paris, said which was the investment of the school in the International Training Center of judicial officers (CIFHJ). He reaffirmed with conviction that professional training was to be combined at international level in a world where borders merge. This point of view was shared by Leo Netten, president of the UIHJ, who recalled that the UIHJ was at the initiative of the creation of the CIFHJ. President Netten declared himself very happy to open the 3<sup>rd</sup> edition. Work was coordinated by Françoise Andrieux, general secretary of the UIHJ, with the local assistance of our Brussels colleague Roland de Meerleer, honorary member of the UIHJ.

Jos Uitdehaag, judicial officer (Netherlands), 1<sup>st</sup> quaestor of the Committee of the UIHJ, drew a very complete picture of the European institutions: European commission, European legal Network, European Judicial Atlas, the Council of Europe, the European commission for the effectiveness of justice (CEPEJ) and



*Jos Uitdehaag (Pays-Bas), 1<sup>er</sup> questeur du Comité de l'UIHJ - Jos Uitdehaag (the Netherlands), 1<sup>st</sup> Quaestor of the Committee of the UIHJ*



*Guillaume Payan, maître de conférence à l'université du Maine (France), consultant UIHJ - Guillaume Payan, Lecturer at the University of Maine (France), UIHJ consultant*

the various European instruments, recommendations and guide lines as regards civil and enforcement procedures and professionals. Then, this presentation was followed by a review and a European jurisprudential analysis of the past year and concerning the occupation of judicial officer. Guillaume Payan, university lecturer at the university of Maine (France) and Patrick Gielen (Belgium) followed one another for this exercise of great interest for the participants.

After a short pause, a practical workshop on the European Order for Payment (EOP) was proposed. Dimitrios Tsirikas, law professor at the university of Athens (Greece), gave at the same time a concise, alive and complete presentation of this recent instrument promised to a bright future, while denouncing some of its limits to his eyes. Then Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary of the UIHJ and Carlos Calvo, President of the Chamber of the judicial officers of Luxemburg, connected on-line on the website of the European Judicial Atlas to explain and show, in a few clicks, that the EOP is ultimately very accessible. They thus could show that with a little practice, ten minutes were enough to complete the request form for a European order for payment and that this procedure was a tool made for all judicial officers.

In the afternoon, Guillaume Payan reviewed and analyzed the topicality of EU law. He also presented the perspectives of the Stockholm program of the European commission as regards the profession.

The second workshop of the day touched the topic of the future of seizure of property in Europe. It was presented by Bernard Menut, 1<sup>st</sup> vice-president of the UIHJ, Adrian Stoica, judicial officer (Romania), secretary of the board of the UIHJ and author of a recent Phd on enforcement of immovable, Stéphane Gensollen, judicial officer in Marseilles and Guyla Kovacs, judicial officer (Hungary). This very alive workshop made it possible to show the great differences — even the ditches — existing between European Union countries. Indeed a world separates the systems where judicial officers just play a subordinate role in a dusty and unsuited procedure, and those where these professionals are the dominus litis of a procedure which they can carry out by means of “one line” bidding.

To close the day, Anton Jongbloed (Netherlands), professor at the university of Utrecht, member of the Scientific counsel of the UIHJ, brilliantly engaged in the now traditional conclusive analysis.

The success of the day shows that the CIFHJ training days found their formula. So, let's all meet in Brussels next year for the 4<sup>th</sup> edition!



*Mathieu Chardon, Carlos Calvo*



*Bernard Menut, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ - Bernard Menut, 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ*